

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

SESSION 2016

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Série : **ES**

DURÉE DE L'ÉPREUVE : **4 heures + 1 heure**
COEFFICIENT : **7 + 2**

L'usage de la calculatrice est strictement interdit.

Dès que ce sujet vous sera remis, assurez-vous qu'il est complet.
Ce sujet comporte 14 pages numérotées de 1/14 à 14/14.

Pour l'enseignement obligatoire, le candidat traitera au choix soit la dissertation, soit l'épreuve composée.

Pour l'enseignement de spécialité, le candidat traitera au choix l'un des deux sujets de la spécialité pour laquelle il est inscrit.

- Sciences sociales et politiques pages numérotées de 10/14 à 12/14
- Économie approfondie pages numérotées de 13/14 à 14/14.

Dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- de répondre à la question posée par le sujet ;
- de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;
- de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;
- de rédiger, en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

SUJET

Ce sujet comporte quatre documents.

Comment les inégalités peuvent-elles se cumuler ?

DOCUMENT 1

Temps partiel lors du premier emploi selon le sexe et le niveau de diplôme (en %)

	Hommes	Femmes
Non qualifiés	25	48
CAP ¹ ou BEP ²	16	39
Bac	21	39
Bac + 2	13	24
Bac + 3/4	16	27
Bac + 5	6	15
Doctorat	12	20
Ensemble	17	30

Champ : jeunes ayant moins de 35 ans, sortis du système scolaire en 2010 et ayant occupé au moins un emploi au cours de leurs trois premières années de vie active.

Source : Céreq, 2013.

1. Certificat d'Aptitudes Professionnelles.
2. Brevet d'Études Professionnelles.

Lecture : parmi les jeunes âgés de 35 ans ou moins sortis du système scolaire en 2010, 30 % des femmes ont été embauchées en temps partiel pour leur premier emploi contre 17 % des hommes, quel que soit le niveau de diplôme.

DOCUMENT 2

Proportion de la population ayant effectué au moins une visite culturelle dans les 12 derniers mois en fonction du diplôme et du groupe socioprofessionnel (en %)

	A effectué au moins une visite	N'a pas effectué de visite	Total
Aucun diplôme	39	61	100
Niveau BAC	60	40	100
Niveau Bac+2	71	29	100
Niveau Bac+3 et supérieur	84	16	100
Indépendant	64	36	100
Cadre et profession intellectuelle supérieure	78	22	100
Profession intermédiaire	70	30	100
Employé	53	47	100
Ouvrier	40	60	100
Retraité	57	43	100
Étudiant	64	36	100
Ensemble de la population	57	43	100

Source : CRÉDOC, 2012.

Note : liste des visites culturelles choisies pour l'enquête réalisée (château, mémorial, bâtiment d'architecture contemporaine, monument religieux, maison d'homme ou de femme illustre, site archéologique, site industriel, ville ou pays d'art et d'histoire).

DOCUMENT 3

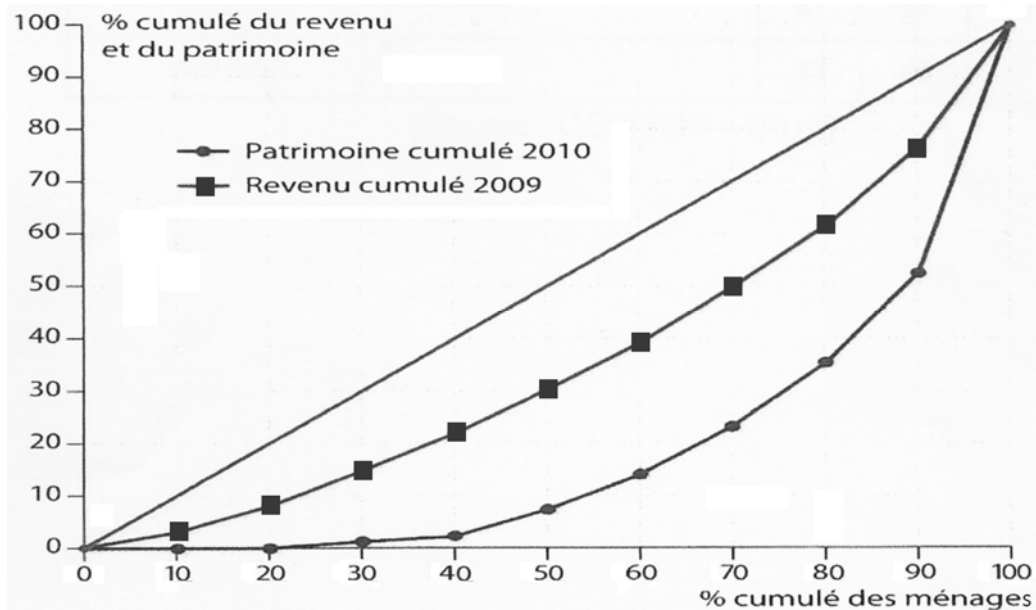
Toutes les catégories sociales ont bénéficié, au cours des dernières décennies, de l'augmentation de l'espérance de vie, mais certaines davantage que d'autres. Si bien que les disparités entre catégories restent fortes, voire augmentent.

Parmi les hommes, ce sont toujours les ouvriers et les employés qui meurent en moyenne les plus jeunes, tandis que les cadres et les membres des professions intermédiaires continuent à vivre le plus longtemps, les indépendants occupant une position moyenne entre les précédents. [...] L'écart entre les positions extrêmes (ouvriers et cadres) s'est accru sur la période observée. [...] Les femmes vivent plus longtemps que les hommes dans toutes les catégories sociales. Entre elles aussi existent des inégalités d'espérance de vie, même si les écarts sont [...] moitié moindres de ce qu'ils sont entre les hommes.

Source : *Le système des inégalités*, Alain BIHR, Roland PFEFFERKORN, 2008.

DOCUMENT 4

Distribution des niveaux de vie¹ et des patrimoines² en France (courbes de Lorenz)



Source : D'après *Enquête patrimoine 2010* et *Enquête revenus fiscaux 2009*, INSEE.

1. Le niveau de vie, dans le document, correspond au revenu disponible du ménage en tenant compte de sa taille.
2. Le patrimoine détenu comprend notamment les biens immobiliers et les actifs financiers.

Épreuve composée

Cette épreuve comprend trois parties :

1 – Pour la partie 1 (Mobilisation des connaissances), il est demandé au candidat de répondre aux questions en faisant appel à ses connaissances personnelles dans le cadre du programme de l'enseignement obligatoire.

2 – Pour la partie 2 (Étude d'un document), il est demandé au candidat de répondre à la question en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse de présentation du document, de collecte et de traitement l'information.

3 – Pour la partie 3 (Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire), il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- en développant un raisonnement ;*
- en exploitant les documents du dossier ;*
- en faisant appel à ses connaissances personnelles ;*
- en composant une introduction, un développement, une conclusion.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

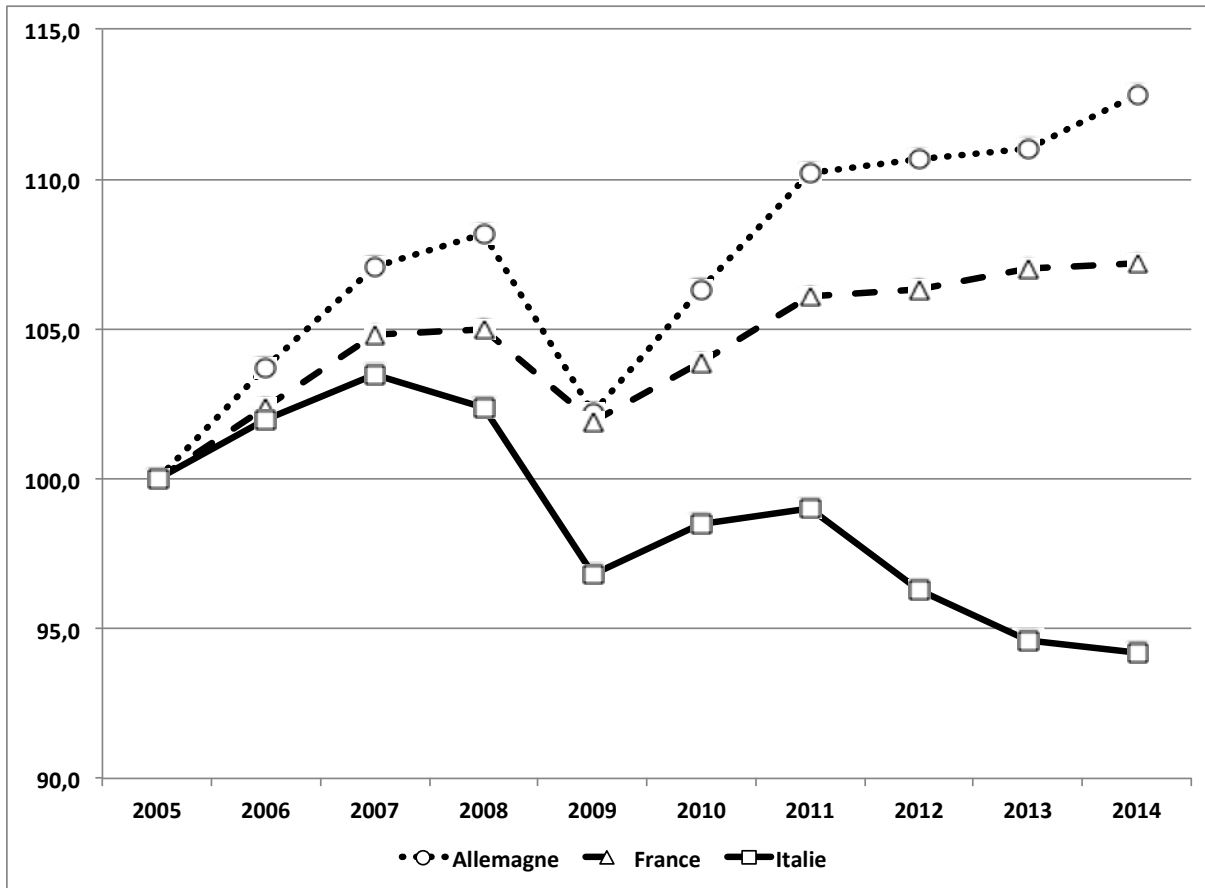
Première partie : Mobilisation des connaissances

1. Montrez que le développement durable repose sur la préservation du stock des différents capitaux. (3 points)
2. Comment peut-on expliquer l'existence d'un salaire d'efficience ? (3 points)

Deuxième partie : Étude d'un document (4 points)

Vous présenterez le document puis vous comparerez l'évolution du PIB des différents pays entre 2005 et 2014.

Produit intérieur brut en volume, base 100 en 2005



Source : Eurostat.

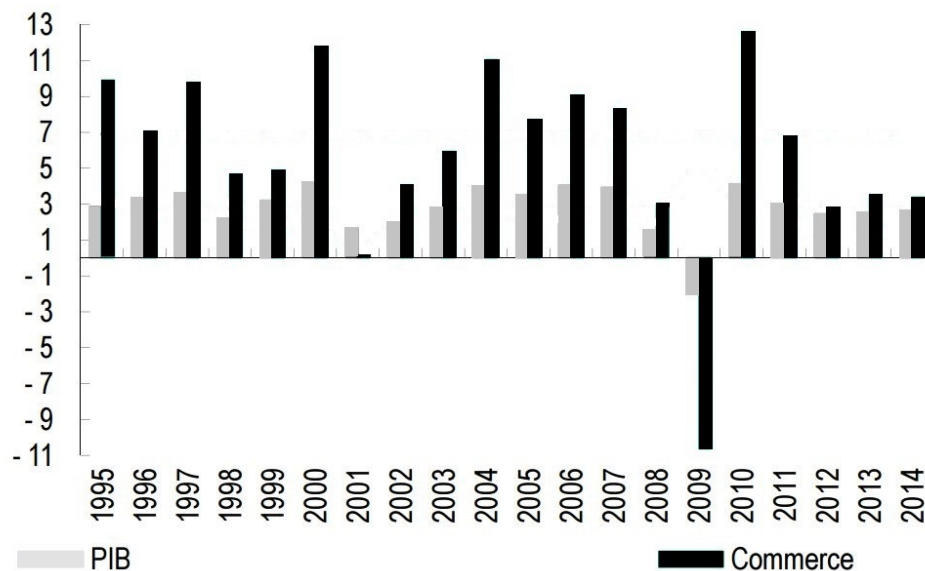
Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que le commerce international présente des avantages pour les producteurs et les consommateurs.

DOCUMENT 1

Taux de croissance en volume du PIB mondial et des exportations mondiales de biens et services, 1995-2014, en %



Source : « Le ralentissement du commerce mondial annonce un changement de tendance », Sébastien JEAN, *La lettre du CEPII*, n° 356, septembre 2015.

DOCUMENT 2

Le protectionnisme coûte cher : il fait monter les prix. Le système mondial de l'OMC permet d'abaisser les obstacles au commerce par voie de négociation [...]. Il en résulte une réduction des coûts de production (car les importations utilisées dans la production sont moins chères) ainsi que des prix des produits finis et des services, et, en définitive, un abaissement du coût de la vie.

De nombreuses études montrent quelles sont exactement les conséquences du protectionnisme et de la libéralisation des échanges. Citons simplement quelques chiffres : lorsque vous protégez votre agriculture, le coût de votre nourriture augmente – selon des estimations, de 1 500 dollars par an pour une famille de quatre personnes dans l'Union européenne ; d'un montant équivalant à une taxe de 51 pour cent sur les produits alimentaires au Japon ; de 3 milliards de dollars par an aux États-Unis simplement pour soutenir le secteur du sucre pendant une année (1988). [...]

Aux États-Unis, à la fin des années 80, les restrictions à l'importation, auxquelles se sont ajoutés des droits de douane élevés, ont entraîné une hausse de 58 pour cent du prix des textiles et des vêtements. [...]

Lorsque les États-Unis ont limité les importations de voitures japonaises au début des années 80, le prix des voitures a augmenté de 41 pour cent entre 1981 et 1984 – presque le double de la moyenne pour l'ensemble des produits de consommation. L'objectif était de sauver des emplois aux États-Unis, mais la hausse des prix a fortement contribué à une baisse – d'un million de véhicules – des ventes de voitures neuves, ce qui a entraîné de nouvelles suppressions d'emplois.

Source : *10 avantages du système commercial de l'OMC*,
Organisation mondiale du commerce, 2008.

DOCUMENT 3

Dans des industries caractérisées par des économies d'échelle*, la variété des biens qu'un pays peut produire et l'échelle de production sont toutes deux conditionnées par la dimension du marché. [...] Chaque pays peut se spécialiser dans un registre plus restreint de biens qu'il ne le ferait en l'absence d'échange ; et cependant, en achetant dans d'autres pays les biens qu'elle ne fabrique pas, chaque nation peut accroître la variété des biens disponibles pour ses consommateurs. En conséquence, le commerce international offre l'occasion de gains mutuels même si les pays ne diffèrent pas par leurs ressources ou leur technologie.

Supposons par exemple qu'il y a deux pays, chacun avec un marché annuel de 1 million d'automobiles. En faisant des échanges entre eux, les deux pays peuvent se créer un marché total de 2 millions de voitures. Dans ce marché global, il est possible de produire une plus grande variété de voitures, à des coûts moyens plus faibles, que dans chaque marché individuel isolé.

[...]

Nous commençons par montrer comment un marché plus étendu conduit à la fois [...] à un prix moyen plus bas et à une plus grande variété de la production. En appliquant ce résultat au commerce international, nous voyons que celui-ci crée un marché mondial plus vaste que chacun des marchés nationaux qui le constituent. Intégrer les marchés par le commerce international a en conséquence les mêmes effets que la croissance d'un marché à l'intérieur d'un même pays.

[...]

Dans un marché étendu, il y aura normalement plus d'entreprises et une plus grande valeur de ventes par entreprise ; de même, les consommateurs jouiront à la fois de prix plus bas et d'une plus grande variété de produits que ce n'est le cas pour les consommateurs dans des marchés restreints.

Source : *Économie internationale*, Paul R. KRUGMAN et Maurice OBSTFELD, 2003.

* Baisse du coût unitaire d'un produit qu'obtient une entreprise en accroissant la quantité de sa production.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ

Sciences sociales et politiques

Il est demandé au candidat de répondre à la question posée par le sujet :

- en construisant une argumentation ;
- en exploitant le ou les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Le candidat traitera au choix, soit le sujet A, soit le sujet B.

SUJET A

Ce sujet comporte un document.

Montrez que le régime politique italien est un régime parlementaire.

DOCUMENT

Extraits de la CONSTITUTION DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE

TITRE I

LE PARLEMENT

[...]

Article 55

Le Parlement se compose de la Chambre des députés et du Sénat de la République.

[...]

Article 70

La fonction législative est exercée collectivement par les deux Chambres.

[...]

TITRE II

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Article 83

Le Président de la République est élu par le Parlement.

[...]

Article 87

Le Président de la République est le chef de l'État et représente l'unité nationale. Il peut envoyer des messages aux Chambres. Il fixe les élections des nouvelles Chambres [...]. Il décerne les décorations de la République.

Article 88

Le Président de la République peut, après consultation de leurs Présidents, dissoudre les Chambres ou même une seule d'entre elles.

[...]

Article 89

Aucun acte du Président de la République n'est valable s'il n'est contresigné par les ministres qui l'ont proposé et qui en assument la responsabilité.

[...]

Article 90

Le Président de la République n'est pas responsable des actes accomplis dans l'exercice de ses fonctions, hormis les cas de haute trahison ou d'attentat à la Constitution. Dans ces cas, il est mis

en accusation par le Parlement réuni en séance conjointe, à la majorité absolue de ses membres.
[...]

TITRE III LE GOUVERNEMENT

[...]

Article 92

Le Gouvernement de la République est composé du Président du Conseil et des ministres qui constituent ensemble le Conseil des ministres.

[...]

Article 94

Le Gouvernement doit avoir la confiance des deux Chambres. Chacune des deux Chambres accorde ou révoque la confiance au moyen d'une motion motivée [...]. Dans les dix jours suivant sa formation, le Gouvernement se présente devant les Chambres pour obtenir leur confiance. Le vote contraire de l'une ou des deux Chambres sur une proposition du Gouvernement ne comporte pas l'obligation de démissionner. La motion de censure doit être signée par un dixième au moins des membres de la Chambre [...].

Article 95

Le Président du Conseil des ministres dirige la politique générale du Gouvernement et en est responsable.

Source : Bureau des informations parlementaires,
des archives et des publications du Sénat italien.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ

Sciences sociales et politiques

SUJET B

Ce sujet comporte un document.

**Montrez que l'ordre politique européen repose
sur une gouvernance multi-niveaux.**

DOCUMENT

Le FSE [Fonds Social Européen] est le principal dispositif européen de soutien à l'emploi [...]. Le FSE [...] aide des millions de personnes à améliorer leurs perspectives d'emploi en finançant des projets dans les pays de l'UE [Union Européenne]. Les dizaines de milliers de projets financés aux niveaux local, régional et national vont de petits projets gérés par des associations locales dans le but – par exemple – de favoriser l'accès à l'emploi des personnes handicapées à des projets à l'échelle nationale visant à promouvoir la formation professionnelle pour tous. [...]

Les priorités du FSE et les arbitrages budgétaires sont définis conjointement par la Commission européenne et les pays de l'UE. Une grande partie des projets financés par le FSE vise à apporter aux citoyens des compétences nouvelles grâce à la formation professionnelle et à l'éducation et la formation tout au long de la vie. Ainsi, tandis que certains projets renforcent l'adaptabilité des travailleurs et des entreprises par le biais de formations leur permettant d'acquérir de nouvelles compétences et de nouvelles façons de travailler, d'autres projets ont pour objectif de faciliter l'accès à un premier emploi pour les jeunes diplômés, ou de former les demandeurs d'emploi les moins qualifiés afin d'améliorer leurs perspectives professionnelles. [...]

Le FSE fonctionne sur la base d'un double partenariat : d'un côté, l'UE, les autorités nationales et les partenaires sociaux (syndicats et associations patronales) définissent le rôle du FSE et contrôlent son fonctionnement. Quant aux projets soutenus, ils sont gérés par des organisations de terrain, qui gèrent au mieux les fonds attribués pour améliorer les perspectives d'emploi des personnes. On compte parmi ces organismes des agences publiques pour l'emploi, des associations sans but lucratif et des entreprises sociales, des organismes de formation professionnelle ou une combinaison de ceux-ci.

*Source : Le Fonds social européen : investir dans les personnes – Présentation et actions,
Commission européenne, 2012.*

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ Économie approfondie
--

Il est demandé au candidat de répondre à la question posée par le sujet :

- en construisant une argumentation ;
- en exploitant le ou les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Le candidat traitera au choix, soit le sujet A, soit le sujet B.

SUJET A

Ce sujet comporte un document.

Par quelles stratégies les entreprises peuvent-elles exercer un pouvoir de marché ?

DOCUMENT

Considérons, par exemple, la situation d'un marché initialement occupé par un monopole, qui peut à loisir manipuler le prix de vente en restreignant son offre de façon adéquate, mais sans qu'il existe une barrière naturelle à l'entrée [...]. L'entrée est dès lors possible, et il faut s'attendre à voir d'autres firmes entrer dans le marché puisqu'elles y trouvent des perspectives de profit. Rien n'empêche cependant le monopole de pratiquer un prix plus bas que celui qui lui assure le profit à court terme le plus élevé, de façon à rendre non rentable l'entrée de concurrents potentiels. Sans doute cette politique force-t-elle la firme installée à diminuer son prix de vente, reflétant ainsi l'existence d'une concurrence potentielle, mais elle lui permet cependant de rester seule sur le marché en barrant de façon stratégique l'entrée aux concurrents. [...]

Un autre exemple de barrière stratégique à l'entrée apparaît dans le contexte de la concurrence par produits substitués*. Quand une entreprise introduit un nouveau produit sur le marché, elle peut choisir d'occuper le marché en vendant une multitude de variantes différentes de ce produit, afin d'éviter l'entrée de concurrents susceptibles d'offrir aux consommateurs ces mêmes variantes si elles n'existaient pas encore. Un exemple correspondant à cette situation est fourni par une chaîne de magasins s'établissant en différents endroits de l'espace : en « occupant » dès le début les différents quartiers d'une ville, le propriétaire de la chaîne se prémunit contre l'installation [...] de concurrents dans les quartiers qui ne seraient pas encore investis, et pouvant conduire à une concurrence qui lui serait préjudiciable.

Source : *La concurrence imparfaite*, Jean GABSZEWICZ, 2003.

* Produits que l'on peut remplacer par d'autres.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ

Économie approfondie

SUJET B

Ce sujet comporte un document.

Comment expliquer la globalisation financière ?

DOCUMENT

Depuis l'impulsion donnée par le Royaume-Uni et les États-Unis au début des années 1980 tous les pays se sont mis au diapason¹. La finance et la banque ont été l'objet d'une multitude de réformes : abolition des monopoles, désintermédiation, abolition des contrôles des changes, de l'encadrement du crédit, assouplissement des règles de certaines opérations (OPA²), allègement des règles prudentielles³, défiscalisation.

[...]

La mondialisation des échanges s'est accompagnée d'une véritable globalisation financière. Outre la nécessité induite par le commerce et par l'augmentation des investissements à l'étranger, l'essor des flux internationaux de capitaux s'explique également par [...] l'instabilité monétaire qui règne depuis la deuxième moitié des années 1970. Ainsi le marché des changes est devenu un véritable marché planétaire, probablement un des plus spéculatifs, assurément celui qui brasse quotidiennement le plus de capitaux.

[...]

La déréglementation imposée par le [...] FMI a libéralisé les mouvements de capitaux, banques et fonds spéculatifs prenant la place des États en tant qu'acteurs du marché international des capitaux. La chute du communisme en URSS et l'ouverture de la Chine ont ultérieurement amplifié le phénomène.

Tout cela a permis le développement d'entreprises financières qui, depuis leur siège de Londres ou de n'importe quel paradis fiscal, gèrent les capitaux qui leur sont confiés sur l'échiquier planétaire. Leurs terrains d'action ne sont pas seulement les places financières mais tout ce qui peut se révéler profitable : marché des changes, marché des matières premières, immobilier. Ces capitaux ne viennent pas seulement d'individus fortunés mais souvent [...] de fonds de pension, souvent anglo-saxons, qui gèrent l'épargne par capitalisation des employés des grandes entreprises ou d'organismes publics.

Source : *Fluctuations et crises économiques*, Michel MUSOLINO, 2011.

1. Se mettre au diapason : se mettre d'accord.
2. OPA (Offre Publique d'Achat) : offre d'acquisition, à un prix donné, du capital d'une entreprise cible.
3. Contraintes imposées aux banques pour qu'elles limitent leurs prises de risque.